

Document

Syrie : Le droit des puissants.

(french.irib.ir)

13.06.2013

La Syrie - avec les événements qui s'y déroulent au quotidien depuis plus de deux ans induits par des scènes de carnages et d'horreur répétitifs - administre au monde comment les puissants conçoivent la paix et la sécurité du monde et les rapports entre les nations. Ainsi, c'est ceux qui disposent de la puissance militaire, financière et politique qui dessinent les destinés des peuples et des Etats. Cela est devenu évident dans le sillage dudit «Printemps arabe» et singulièrement son exploitation insultante pour le droit et les lois internationaux. Il en est ainsi des tentatives d'abattre le dernier régime arabe qui n'entre pas dans les plans de l'Occident pour le «Monde arabe».

On ne peut pas comprendre les événements de Syrie si on ne les replace pas dans le contexte de la déstabilisation organisée par des puissances telles que la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Ces deux nations s'étant, dès le départ, montrées les plus déterminées à faire un sort aux pouvoirs arabes, qui ne répondent pas aux critères qu'elles veulent imposer à cette région riche en gaz et en pétrole. On ne peut omettre de souligner que c'est Londres et Paris - par leurs représentants, les ambassadeurs Sykes et Picot - qui ont charcuté (à leur profit) le Moyen-Orient au lendemain de la chute de l'Empire ottoman en 1920. C'est avec cette même donne que ces deux puissances interviennent aujourd'hui dans le conflit syrien. Comment en effet, comprendre l'anomalie du soutien qu'apportent Paris et Londres aux groupes insurrectionnels contre la Syrie si on ne la remet pas dans le contexte d'injonctions faites aux plus faibles «faites ceci, ne faites pas cela...».

Ce sont, dans le cas de la Syrie, trois pays membres permanents du Conseil de sécurité et puissances nucléaires - Etats-Unis, Grande-Bretagne et France - qui font fi de la Charte des Nations unies et du droit international encourageant, ostensiblement, une rébellion contre un Etat souverain. Du jamais vu dans les annales du droit et des relations internationales où des Etats s'engagent aussi officiellement dans la déstabilisation d'un pays tiers. Cela d'autant plus que ces puissances influentes soutiennent des déserteurs, des mercenaires engagés par des monarchies du Golfe, et aussi des jihadistes recrutés dans divers pays arabes. Ceux-ci tuent sans état d'âme les Syriens. Carnages que des médias internationaux complaisants mettent sur le compte de l'armée du régime syrien. Décryptés, Paris, Washington et Londres soutiennent de tout leur poids des tueurs - dont au moins un, le Front Al Nusra, figure sur la liste des groupes terroristes établie par les Etats-Unis - que l'on pourchasse ailleurs en Afghanistan et au Mali. Nécessité fait loi! Or, l'exécution barbare, dimanche, d'un enfant de 14 ans dans le nord de la Syrie par un groupe islamiste armé met en évidence la cruauté de la phalange sur laquelle s'appuient ces puissances pour faire tomber le régime de Damas à défaut de pouvoir intervenir - dans le contexte mondial actuel - directement comme cela a été le cas en Libye par Otan interposée. En fait, la Syrie est devenue - du fait même de la vacuité de l'«opposition» portée à bout de bras par le Qatar - un champ de bataille où tous les coups sont bons sous l'oeil indulgent de ceux-là mêmes qui réclament plus d'armes pour la rébellion.

En Syrie, les puissances occidentales et leurs sous-traitants du Golfe ont maltraité le droit international à leur convenance. C'est ainsi que le chef de la diplomatie britannique, William Hague, regrette que le régime syrien - qui, jusqu'à preuve du contraire, est reconnu par l'ONU - regagne du

terrain au plan militaire, ce qui rend, selon lui, «plus difficile l'organisation et le succès d'une conférence internationale de paix sur la Syrie». Ce qui laisse entendre que le régime syrien n'avait pas le droit de se défendre dès lors que ces puissances en ont décidé ainsi. C'est pourtant, ce même diplomate britannique qui, plutôt que de condamner l'agression caractérisée d'Israël, contre la Syrie (le 5 mai dernier), lui trouve une justification et estime - le comble - qu'il «fallait respecter» la décision d'Israël de «protéger sa sécurité». Israël a le droit de protéger sa «sécurité» pas la Syrie attaquée par des rebelles soutenus par la Grande-Bretagne, armés et financés par les monarchies et les puissances influentes occidentales. C'est cela le «nouvel ordre» mondial?